

Portes ouvertes à la syndicalisation dans l'accord ISS



UNI Syndicat mondial et ISS - l'un des plus grands prestataires mondiaux de services de gestion des installations - ont signé un nouvel accord mondial révolutionnaire qui ouvre les portes à la syndicalisation sur tous les sites de l'entreprise. L'accord garantit à tous les travailleurs le droit et la possibilité de se syndiquer, et donne au syndicat l'accès à tous les salariés et l'assurance que l'employeur ne s'opposera pas à la syndicalisation. ISS accepte également de reconnaître les syndicats en utilisant le processus le plus simple prévu par la loi nationale. En vertu du nouvel accord (qui remplace celui signé en 2003), ISS versera 100'000 euros par an à un fonds paritaire chargé de surveiller et relever les normes sur des marchés spécifiques.

- "ISS et UNI ont fixé une nouvelle norme pour les droits mondiaux" a déclaré le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings: "Les engagements concrets figurant dans notre accord sont un modèle à suivre par d'autres employeurs, s'ils sont sérieux en matière de responsabilité sociale".
- "Etant l'un des plus gros employeurs au monde - avec un effectif de 440'000 personnes et de nouveaux salariés qui viennent s'ajouter tous les jours - nous voulons être le fer de lance pour l'amélioration des normes et des conditions dans notre secteur au plan mondial" a déclaré le PDG du groupe, Jørgen Lindegaard.
- "Cet accord représente une réelle occasion de progrès pour les milliers de travailleurs qui veulent une meilleure vie par le biais des syndicats" a déclaré Tom Balanoff, Président d'UNI Services d'entretien et de surveillance Syndicat mondial. (christy.hoffman@uniglobalunion.org)

Tom Balanoff et Philip Jennings à la Conférence du SEIU à Porto Rico - où s'est signé le nouvel accord mondial UNI-ISS (Photo: 2008 Bill Fitzpatrick)

Campagne pour la révision de la directive: le rapport sur les CEE peut être téléchargé en cinq langues

Déclaration commune dans le secteur du travail temporaire

UNI-Europa et Eurociett - partenaires sociaux du secteur des agences de travail temporaire - ont adopté une déclaration commune concernant la proposition de directive sur le travail temporaire. Une clause essentielle de la déclaration permettrait aux travailleurs placés dans des entreprises par des agences temporaires d'avoir droit dès le premier jour aux conditions de base des salariés de l'entreprise avec lesquels ils travaillent. Dix jours plus tard, les ministres de l'UE ont accepté d'aller de l'avant - y compris concernant l'égalité de salaire. Les syndicats se félicitent de cette décision mais poursuivront simultanément la lutte pour assouplir les restrictions en matière d'heures supplémentaires. (bernadette.segol@uniglobalunion.org)

Un fonds de pension norvégien exclut G4S

G4S a été placé sur la liste noire du fonds de pension norvégien, KLP. Sur cette liste figurent en tout 50 entreprises qui ne remplissent pas les critères éthiques de KLP. La violation des droits des salariés est à l'origine de cette décision, et KLP cite la plainte d'UNI contre G4S pour non respect des lignes directrices de l'OCDE dans de nombreux pays du monde. Avec ses 560'000 salariés, G4S est le plus gros employeur coté à la Bourse de Londres et le deuxième plus grand employeur privé au monde. (christy.hoffman@uniglobalunion.org)

Rapport CEE pour contribuer à la campagne

UNI-Europa a publié un rapport en 8 pages sur les CEE afin de soutenir la campagne syndicale visant à renforcer les comités d'entreprises européens pour orienter le changement. Les fédérations syndicales - dont UNI-Europa - et la CES font pression sur la Commission européenne, les gouvernements et le Parlement européen pour donner aux CEE des droits plus réels à l'information et à la consultation - intervenant à temps pour pouvoir influencer les décisions essentielles qui touchent les travailleurs. Parmi les revendications syndicales figurent plus de formation et plus de réunions CEE. (Téléchargez le rapport CEE sur uni-europa.org)

European Works Councils: a UNI-Europa report

— On the offensive for stronger European Works Councils —

Power for EWCs to shape change

Workers from across Europe have launched a major campaign to support a long overdue revision of the 1994 European Works Councils Directive. The aim is to give EWCs effective rights to information and consultation - in time to affect major corporate decisions that have serious effects on the lives of workers.

"Since 1994 Europe has been transformed by corporate restructuring, outsourcing (de-localisation) and ever bigger mergers and acquisitions. All this against a background of a single European market in an increasingly global economy with global supply chains.

In proposing revisions the European Commission acknowledges the important role that EWCs can play in 'anticipating and managing change'."

The European Trade Union Confederation and the European Union federations - including UNI-Europa - are running a joint campaign aimed at national governments, the Commission and the European Parliament. The target is substantive agreement by the end of this year - in the face of what is expected to be still opposition from the employers' BusinessEurope.

"The issue of change has become ever more important to European workers", says the EWC. "Substantial changes are needed if EWCs are to play their appropriate role in the ongoing process of European integration."

Efforts to get European employers to consent to speedy negotiations and indicate progress on issues that have remained deadlocked for years failed and unions have put their focus on the political and parliamentary path.

"A revised directive along the lines of our demands would mean more power for workers to change decisions and to take the necessary steps to protect workers during restructuring processes", says UNI-Europa Secretary Bernadette Segol. "Too often at the moment, EWCs and unions learn of decisions after the event - we need to be pro-active."

Workers want greater access to training and outside experts for EWC members and a clear legal role in the process for unions and the federations.

"We are the insiders. As European union federations we are the only union link between EWC members and it would be the first time that unions, as such, are recognised in European legislation", says Bernadette.

UNI-Europa already plays a role in coordinating unions and providing support to the 200 EWCs that involve the skills and services sector.

uni
syndicat mondial

June
2008

Report



La Secrétaire d'UNI-Europa Bernadette Ségol et le Président d'UNI-Europa, Frank Bsirkse

UNI/Press/06/2008/0094

DANS CE BULLETIN

Etre dynamiques en Europe

Quebecor se désengage d'Europe

15 juin, journée pour la justice

Coup de projecteur sur KKR

Un tribunal coréen soutient les grévistes d'Allianz

Emplois menacés chez DHL suite aux restructurations

Succès des campagnes contre le VIH/sida

Appel aux droits syndicaux chez Metro, Hyderabad

Protestations au Zimbabwe

Renforcer la législation du travail en Turquie

Cibler les ZFI au Vietnam

Séminaire d'UNI sur le recrutement

Difficiles négociations dans le commerce allemand

UNI rencontre des représentants du Pacte mondial

Négociations sur les soins de santé chez AT&T

Appel aux droits syndicaux chez Donnelley

Protestation contre E-Kart à Istanbul

Centenaire du SDA

Les syndicats d'Europe plus dynamiques

Les syndicats sont vivement incités à devenir plus dynamiques dans leurs rapports avec une Union européenne où la proportion de richesses nationales allant aux travailleurs est en baisse, où les inégalités vont croissant et où les juges rédigent les lois en matière de conflits du travail transfrontalier. " Il ne suffit pas de réagir - nous devons de tout urgence avoir un agenda et cesser de réagir au coup par coup à ce que fait la Commission " a déclaré le Président d'UNI-Europa, Frank Bsirkse à la réunion du Comité exécutif à Istanbul. Des appels ont été lancés afin que cesse la concurrence entre les Etats de l'UE pour les taux d'imposition les plus bas pour les entreprises. (bernadette.segol@uniglobalunion.org)

Quebecor se désengage d'Europe

Quebecor - le géant mondial de l'imprimerie actuellement en difficulté - se retire d'Europe et vend ses activités européennes au groupe hollandais HHBV. Soumise à l'approbation de l'UE, la vente renforcera HHBV dans sa stratégie visant à construire une plateforme de l'impression paneuropéenne. Une réunion d'urgence du comité restreint du Comité d'entreprise européen de Quebecor s'est tenue le 11 juin, et UNI Secteur graphique y a soulevé les préoccupations des salariés. (adriana.rosenzvaig@uniglobalunion.org)

15 juin - il est temps pour la justice!

Il est temps que les gardes de sécurité soient rétribués pour leurs heures supplémentaires. Il est temps que les nettoyeurs obtiennent un travail à plein temps et un salaire qui leur permette de vivre - et il est temps d'avoir des emplois décents dans les services d'entretien et de sécurité. Le 15 juin de cette année, des travailleurs de dizaines de pays du monde entier entreprendront des actions en faveur de ces revendications. (Allez sur: internationaljusticeday.org)

Capital-investissement : le SEIU braque les projecteurs sur KKR

L'affilié américain, SEIU, braque les projecteurs sur le grand groupe de capital-investissement KKR dont les sociétés se sont délestées de milliers de travailleurs et ont réduit les salaires. L'initiative " No Free Lunch " (rien n'est gratuit) avertira les comités de pension et les dirigeants élus que KKR abuse des lacunes fiscales, et comportera des actions devant les sociétés de KKR - comme Toys R Us et First Data. Le candidat républicain à la Présidence des Etats-Unis, John McCain, recevra également une visite - KKR est l'un des ses principaux bailleurs de fonds. (seiu.org).

Le tribunal soutient les grévistes d'Allianz

Les travailleurs grévistes d'Allianz en Corée ont remporté une bataille juridique essentielle. Le tribunal a donné raison au syndicat (ALKU) et a estimé que l'entreprise avait violé la convention collective en imposant un nouveau système de salaire au mérite et que les directeurs de vente - licenciés pour avoir soutenu la grève - avaient le droit d'adhérer au syndicat même s'ils ne sont pas couverts par l'accord. UNI et l'affilié allemand ver.di ont demandé à nouveau à la direction centrale d'Allianz d'intervenir pour régler le conflit. (oliver.roethig@uniglobalunion.org)

La restructuration de DHL Express menace des emplois

Des centaines d'emplois chez DHL aux Etats-Unis sont menacés par la décision de l'entreprise d'abandonner son réseau aérien dans ce pays et de sous-traiter le travail à UPS. Cela signifierait la fermeture de 30% de l'infrastructure de DHL Express aux Etats-Unis et près de 10% des 18'000 membres du personnel pourrait perdre leur emploi. Le Syndicat des Teamsters évalue les répercussions de cet accord avec UPS sur ses membres. (neil.anderson@uniglobalunion.org)

Protestation contre les licenciements au Zimbabwe

UNI a protesté auprès du Foreign Office du Royaume-Uni contre le licenciement de deux dirigeants syndicaux travaillant dans une banque britannique au Zimbabwe. Ils ont été licenciés par la Standard Chartered alors qu'ils remplissaient leurs fonctions syndicales. Le Président de la banque, Mervyn Davies, a refusé de les réintégrer bien qu'ils aient obtenu gain de cause devant la justice contre leur licenciement. (oliver.roethig@uniglobalunion.org)

Appel aux droits syndicaux chez Metro en Inde

Metro Cash & Carry en Inde a été instamment prié de respecter les droits syndicaux et d'empêcher les directeurs locaux de faire pression sur les employés pour qu'ils quittent le syndicat (UNICOME). Des problèmes ont surgi récemment chez Metro à Hyderabad - 100 membres du personnel sont partis en grève - et font suite à des problèmes identiques intervenus à Bangalore l'an dernier. UNICOME a été lancé par UNI pour mieux protéger les travailleurs du secteur du commerce de détail indien en plein essor. " Nous sommes impatients d'établir de bonnes relations avec Metro et de voir le groupe prospérer en Inde " a déclaré le Vice-Secrétaire général d'UNI, Philip Bowyer, dans une lettre au PDG de Metro Inde. (philip.bowyer@uniglobalunion.org)



Des membres d'UNICOME à Hyderabad autour de JSR Prasad d'UNIdoc

Succès dans la campagne contre le VIH/SIDA au trava

Une récente réunion de syndicats africains et mondiaux tenue à Lilongwe, Malawi, destinée à examiner un projet financé par LO-Norvège, a fait état de quelques succès. Les taux d'infection au VIH/sida sont en baisse dans plusieurs pays en raison d'une sensibilisation accrue, de la mise en place de politiques sur le lieu de travail et d'une meilleure collaboration avec les organisations d'employeurs et de la société civile. La réunion a appelé à généraliser l'importance accordée à cette question et a demandé aux syndicats d'être plus dynamiques pour trouver des ressources et intégrer la question dans les conventions collectives. (zakari.koudougou@uniglobalunion.org)

Protestation contre les arrestations au Zimbabwe

Le syndicat des travailleurs graphiques du Zimbabwe a condamné l'arrestation et la détention du Président de la centrale syndicale zimbabwéenne, Lovemore Matombo et du Secrétaire général, Wellington Chibhebhe le mois dernier. Leur arrestation est intervenue à un moment de tensions politiques croissantes et d'agressions perpétrées par les sbires du Zanu-Front patriotique envers les partisans de l'opposition. Malgré les garanties données aux pays africains, les médias rapportent que le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai, fait l'objet d'obstruction dans ses déplacements pendant la campagne pour l'élection présidentielle. (uni-africa@uniglobalunion.org)

Renforcer la législation turque du travail

Les droits syndicaux et la démocratie doivent être renforcés en Turquie si elle veut pouvoir rejoindre l'Union européenne, a estimé le Comité exécutif d'UNI-Europa à Istanbul. La réunion a condamné l'attaque aux gaz lacrymogènes perpétrée le 1er mai à Istanbul par la police contre les manifestants et un plan en cinq points a été approuvé pour renforcer la coopération avec les syndicats turcs. UNI-Europa va faire pression sur le Commissaire chargé de l'élargissement de l'UE, Olly Rehn, pour qu'il aborde la question des droits syndicaux dans les négociations en cours sur l'adhésion de la Turquie. (bernadette.segol@uniglobalunion.org)

Cibler les ZFI au Vietnam

UNI-Asia Pacific et les syndicats du Vietnam se focalisent sur les zones franches industrielles. Un projet de longue date (soutenu par LO TCO Suède) se penche sur les deux triangles d'or des ZFI - les provinces de Dong Nai et de Binh Duong. Une réunion de planification a mis en évidence la nécessité de former les permanents syndicaux - notamment acquérir des compétences en recrutement, négociation, gestion des conflits et communication - car les entreprises étrangères et l'adhésion à l'OMC transforment l'économie vietnamienne. (uni-asiapacific@uniglobalunion.org)

Revendications face à la hausse des prix des aliments et du pétrole

La hausse des prix du pétrole et de l'alimentation est à l'origine d'une campagne lancée par l'affilié sud-africain SATAWU pour des augmentations de salaires à deux chiffres (10 à 12%) dans des secteurs comme la sécurité et le nettoyage. Des manifestations ont eu lieu en mai, et le syndicat a informé les médias de la vulnérabilité de ses membres à bas salaires face à l'augmentation des prix du transport et de la nourriture. La majorité des membres du SATAWU sont des " working poors " - notamment les travailleurs occasionnels, temporaires et d'agence. (uni-africa@uniglobalunion.org)

uni
syndicat mondial



Discussion animée au Séminaire d'UNI sur le recrutement à Nyon

Ursula Wynhoven du Pacte mondial des Nations Unies rencontre le personnel d'UNI



uni
syndicat mondial

Séminaire d'UNI sur le recrutement

Le tout premier séminaire mondial d'UNI sur le recrutement s'est tenu en mai à Nyon sur trois jours. Avec le concours de Michael Crosbie, du SEIU Europe, le séminaire a examiné des moyens novateurs de parvenir jusqu'aux nouveaux travailleurs. "Le recrutement doit constituer l'assise du travail des syndicats mondiaux comme UNI" a déclaré le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings. Les participants au séminaire venaient de syndicats allemands, irlandais et sud-africains. (gabrielle.fulton@uniglobalunion.org)

Allemagne : difficiles négociations dans le commerce

Les organisations d'employeurs du commerce allemand mènent ce qui ressemble à une campagne anti-convention collective et exigent des concessions importantes de la part de ver.di. En dépit d'une économie résiliente, les employeurs allemands veulent se débarrasser des rémunérations pour horaire antisocial. Cela affecterait les gains de nombreux travailleurs et engendrerait la prolongation des heures d'ouverture. (jan.furstenborg@uniglobalunion.org)

Dumping salarial chez Relacom

Les syndicats nordiques des télécoms ont condamné les tentatives de dumping salarial et d'exploitation de travailleurs étrangers mal rémunérés par Relacom. L'entreprise est exhortée à respecter les conditions des conventions collectives dans les pays nordiques. Encouragés par la récente décision de la Cour de Justice européenne, les employeurs pourraient intensifier leurs manœuvres pour éluder les tarifs négociés en important des travailleurs ou sous-traitants de pays à plus bas salaires. Relacom a licencié près de 100 travailleurs et "importé" des techniciens de Pologne, qui travaillent en Suède hors convention collective. (neil.anderson@uniglobalunion.org)

Le Pacte mondial à Nyon

UNI a accueilli à Nyon Ursula Wynhoven du Pacte mondial des Nations Unies pour informer le personnel d'une nouvelle initiative destinée à renforcer les principes relatifs au travail. Un nouveau groupe de travail vise à relever le profil des principes régissant le travail auprès des entreprises signataires du Pacte mondial en élaborant des outils et accroissant l'échange d'informations. Les syndicats, les employeurs, l'OIT et des représentants du Pacte mondial se sont réunis à Nyon pour former l'alliance et arrêter un plan de travail. De nombreux accords mondiaux d'UNI avec les multinationales font déjà référence au Pacte mondial et adhèrent aux normes fondamentales du travail de l'OIT. (gabrielle.fulton@uniglobalunion.org)

Donnelley : reconnaissance à Leicester

Unite a obtenu la reconnaissance syndicale chez RR Donnelley à Leicester, Royaume-Uni. Une centaine de personnes travaillent sur ce site et un accord volontaire a été signé dès que les effectifs du syndicat ont atteint les deux-tiers de la main-d'œuvre. (adriana.rosenzvaig@uniglobalunion.org)

Ouverture de négociations sur les soins de santé chez AT&T

Le 3 juin, ont débuté des négociations sur le plan national de soins de santé s'appliquant à plus de 40'000 travailleurs chez AT&T Mobility, Etats-Unis. Le règlement - négocié en 2004 - expire le 30 juin. "CWA est déterminé à conclure un accord équitable sur les soins de santé, qui soit à la hauteur de la rentabilité de l'entreprise qui évolue dans le secteur le plus dynamique de l'économie" a déclaré le Vice-président exécutif, Jeff Rechenbach.

Sommet mondial sur la santé et la sécurité en Corée

Quelque 4 000 dirigeants d'entreprises, responsables politiques et experts de plus de 100 pays vont se réunir à Séoul fin juin pour le XVIIIe Congrès mondial sur la santé et la sécurité au travail. Le Congrès, qui se réunit tous les trois ans, est le plus grand événement du genre. Il va également accueillir un Sommet de haut niveau sur la santé et la sécurité qui rassemblera 50 dirigeants venus du monde entier, y compris des ministres, des PDG de multinationales, des experts confirmés dans les domaines de la sécurité, de la santé et de la sécurité sociale, et des représentants des employeurs et des travailleurs. (ilo.org)

Appel aux droits syndicaux chez RR Donnelley

Le groupe de travail mondial UNI@Donnelley a appelé le plus grand imprimeur mondial à cesser la chasse aux syndicats et à respecter les droits syndicaux partout où il opère. Lors de sa réunion du 15 mai à Chicago, le groupe de travail a condamné les politiques antisyndicales à l'usine de Donnelley de Pontiac, Illinois, où les travailleurs ont fait campagne pour un syndicat et une convention collective suite au harcèlement subi. Les syndicats ont remis une lettre au siège de l'entreprise à Chicago en l'invitant au dialogue mondial.

(adriana.rosenzvaig@uniglobalunion.org)



Pressions à Chicago pour un dialogue mondial avec RR Donnelley

Convention collective pour les travailleurs TI des banques

UNI Finance a demandé que les 6'000 salariés concernés par les négociations de fusion entre les propriétaires de Sparkassen Informatik (SI) et FinanzIT, soient couverts par une convention collective. Ver.di a critiqué le retrait des travailleurs TI de Sparkassen de la convention collective du secteur bancaire. (oliver.roethig@uniglobalunion.org)

Nouveau contrat Quebecor aux Etats-Unis

Les adhérents de cinq syndicats - faisant partie du Graphic Communications Conference-International Brotherhood of Teamsters - a approuvé le nouveau contrat qui couvre 650 personnes à l'usine Mt Morris de Quebecor aux Etats-Unis. 26 mois de négociation ont été nécessaires, compliqués à la fin par la mise sous protection contre les créanciers de Quebecor World en Amérique du Nord. (adriana.rosenzvaig@uniglobalunion.org)

Protestation E-Kart à Istanbul

Le Comité exécutif d'UNI-Europa a protesté contre les graves violations des droits dans l'entreprise du secteur graphique E-Kart et est descendu dans les rues d'Istanbul. Depuis deux ans, E-Kart fait tout pour garder l'affilié du secteur graphique Basin-IS en dehors de l'entreprise et éviter une convention collective. Elle a notamment licencié deux adhérents du syndicat et obligé les travailleurs à quitter le syndicat, et ce en dépit d'un jugement rendu par la Cour Suprême de Turquie, la signature du Pacte mondial par le Groupe Eczacibasi et un code de normes du travail approuvé par son partenaire allemand G&D. (adriana.rosenzvaig@uniglobalunion.org)



Des membres de Basin-IS se font entendre devant les bureaux d'E-Kart à Istanbul

Accord conclu chez TNT

ABVAKABO FNV et d'autres syndicats des Pays-Bas sont parvenus à un accord de principe avec TNT après de difficiles négociations. Les syndicats avaient rejeté le plan de l'entreprise qui voulait supprimer des emplois, baisser les conditions et geler les salaires. L'accord prévoit une hausse des salaires de 3%, coupant court à la grève. Les résultats d'un groupe d'étude sur un plan de réduction des coûts sont attendus. (neil.anderson@uniglobalunion.org)

Lutte pour la convention collective en Australie

Des travailleurs en sous-traitance de Silver Stream - une des trois sociétés qui fournissent du personnel d'exécution à l'opérateur Telstra en Australie - demandent le feu vert pour négocier collectivement et se heurtent à l'opposition de Silver Stream. Sous l'ancienne loi Howard, ils devaient demander l'autorisation de la Commission de la concurrence en tant que sous-traitants. Bien que les bénéfices de l'entreprise aient augmenté de 97%, Silver Stream estime que négocier collectivement avec les travailleurs en sous-traitance serait "catastrophique"! L'affilié CEPU suggère à l'entreprise de se contenter de moins de bénéfices. (neil.anderson@uniglobalunion.org)



Festivités du centenaire du SDA en Australie. A droite: Joe de Bruyn du SDA

Le SDA fête son centenaire

Le 14 mai, l'affilié australien du commerce, SDA, a fêté son 100e anniversaire. L'événement a été célébré par un dîner auquel ont pris part plus de 400 dirigeants syndicaux, politiques du Parti travailliste, permanents du SDA et adhérents de la base. Le SDA (Shop, Distributive and Allied Employees Association) est né de la revendication des travailleurs du commerce de détail au début du siècle passé en faveur de lois qui imposent de fermer les magasins plus tôt et de limiter les heures de travail des vendeurs et vendeuses. (sda.org.au)

Participation record des femmes des Caraïbes à la réunion d'UNI-Americas Femmes

Pas moins de 13 femmes syndicalistes de huit nations des Caraïbes ont pris part à la récente réunion d'UNI-Americas Femmes - une participation jamais égalée jusqu'ici. Denise Wilson, BCPOU Bahamas et Denise Britton, BIGWU Trinité-et-Tobago ont été élues au Comité régional des femmes et Minerva Magdaleno, UNASED, République dominicaine reste au Comité exécutif d'UNI-Americas. UNI-Americas compte un Centre de soutien caraïbe à Trinité-et-Tobago. (joanne.defreitas@bigwu.org)

Les syndicats de Danske Bank discutent la coopération transculturelle

Des représentants des travailleurs de la Danske Bank en Norvège, Finlande, Suède, Irlande, Irlande du Nord et Danemark ont pris part à un séminaire des syndicats de la Danske du 14 au 16 mai au Danemark. Ils ont discuté la coopération transculturelle et les différences culturelles au sein du groupe ainsi que le nouvel accord de comité d'entreprise européen. (oliver.roethig@uniglobalunion.org)

Les membres du SCEP acceptent la proposition de Bell

5'000 membres du SCEP, techniciens et techniciennes de Bell Canada au Québec et en Ontario, ont approuvé l'offre présentée par l'entreprise. Il s'agit d'une convention collective de 5 ans - assurant une sécurité d'emploi particulièrement importante dans le contexte d'un éventuel rachat - et comprenant également des hausses de salaire et l'amélioration des vacances. LE SCEP compte 45'000 membres dans le secteur télécoms au Canada. (cep.ca)



CONTACTS UNI

UNI-Africa: uni-africa@uniglobalunion.org
 Résidence Latrille, Boulevard Latrille (2-Plateaux)
 Bâtiment O, Appart # 169, Rez-de-chaussée
 01 BP 6811 ABIDJAN 01 - Côte d'Ivoire
 Tel: +225 22 526700 Fax: +225 22 425087



UNI-Americas: uni-americas@uniglobalunion.org
 Ciudad del Saber, Clayton, Calle Gustavo Lara,
 Edificios 840A y 840B Panamá, República de Panamá
 Tel: +507 317-0164/0165 Fax: +507 317-0170



UNI Syndicat mondial
 contact@uniglobalunion.org
 www.uniglobalunion.org
 8-10 Avenue Reverdil, 1260 Nyon, Suisse
 Tel: +41 22 365 2100
 Fax: +41 22 365 2121

UNI Femmes
 monique.marti@uniglobalunion.org



UNI Jeunesse
 colin.medland@uniglobalunion.org

UNI Télécoms
 telecom@uniglobalunion.org

UNI Commerce
 jan.furstenborg@uniglobalunion.org

UNI Poste & Logistique
 neil.anderson@uniglobalunion.org



UNI IBITS
 gerd.rohde@uniglobalunion.org



UNI Finance
 oliver.roethig@uniglobalunion.org

UNI Secteur graphique
 adriana.rosenzvaig@uniglobalunion.org



UNI Services d'entretien et de sécurité
 christy.hoffman@uniglobalunion.org



UNI Médias & Spectacle
 jim.wilson@uniglobalunion.org



UNI Développement
 raul.requena@uniglobalunion.org



UNI Cadres
 gerd.rohde@uniglobalunion.org



UNI Agences de travail temporaire
 alke.boessiger@uniglobalunion.org



UNI Coiffure & esthétique
 monique.marti@uniglobalunion.org



UNI Assurances sociales
 alke.boessiger@uniglobalunion.org



UNI Jeu
 alke.boessiger@uniglobalunion.org



UNI Electricité
 philip.bowyer@uniglobalunion.org



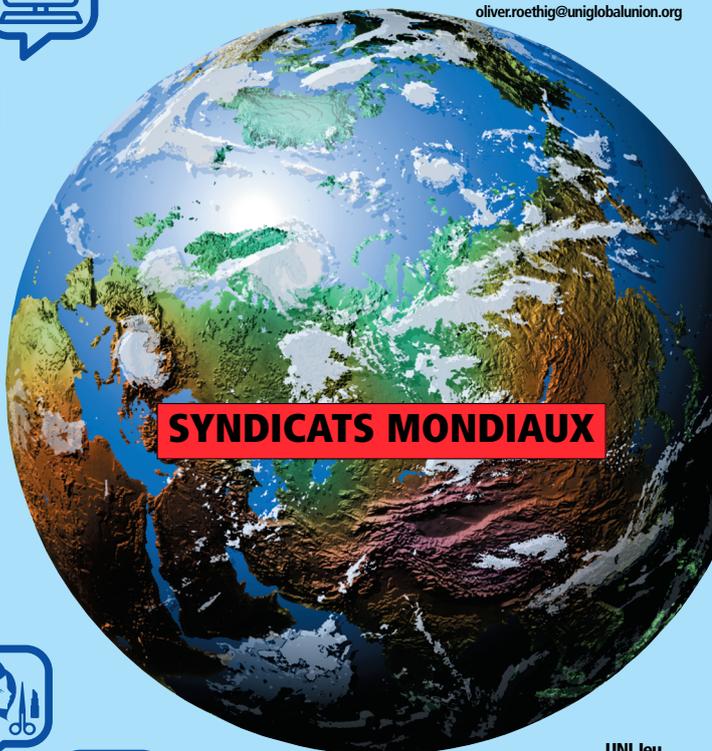
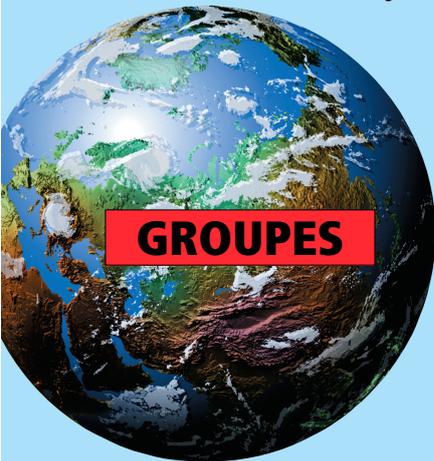
UNI Tourisme
 sabrina.demarchi@uniglobalunion.org



UNI-Asia & Pacific: uni-asiapacific@uniglobalunion.org
 170 Upper Bukit Timah Road,
 14-01 Bukit Timah Shopping Centre, Singapore 588179
 Tel: +65 6 467 7888 Fax: +65 6 468 1410



UNI-Europa: uni-europa@uniglobalunion.org
 Rue de l'Hôpital 31, 1000 Bruxelles, Belgique
 Tel: +32 2 234 56 56 Fax: +32 2 235 08 70



A syndicats mondiaux, secteurs mondiaux

Protestation chez E-Kart à Istanbul

A droite: Le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings, et le Président d'UNI Graphique, Michel Muller, conduisent la manifestation des membres d'UNI-Europa et du Basin-IS pour réclamer des droits syndicaux chez E-Kart à Istanbul

Ci-dessous: une délégation de quatre personnes rencontre un représentant de la direction d'E-Kart



En mai, le Comité exécutif d'UNI-Europa s'est réuni pour la première fois en Turquie, à Istanbul. Photo de gauche : les adieux à Monique Marti, Responsable d'UNI Femmes ainsi qu'à Ilona Schulz-Müller et à Mercedes Rodriguez. A leurs côtés, le Président d'UNI-Europa, Frank Bsirkse et la Secrétaire d'UNI-Europa, Bernadette Ségol. Photo de droite : les syndicats turcs à la réunion du Comité exécutif.



Le recrutement à l'ordre du jour à Nyon

Des syndicats d'Europe et d'Afrique participent au premier séminaire mondial d'UNI sur le recrutement, organisé à Nyon, Suisse